

**OBJECTIF GLOBAL**

Améliorer le niveau et les conditions de vie des populations pauvres

**OBJECTIFS INTERMEDIAIRES**

- 1 Assurer les conditions d'une croissance économique accélérée et durable
- 2 Accroître la contribution des secteurs productifs à la croissance économique et à la sécurité alimentaire
- 3 Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base de qualité.
- 4 Assurer une gestion rationnelle et durable du développement

**PRODUITS**

|  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| 1.1 Cadre macroéconomique stabilisé  | 2.1 Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques accrues                              | 3.1 Accès à une éducation de base de qualité accru            | 4.1 Gouvernance politique renforcée et durable      |
| 1.2 Opportunités offertes par la régionalisation exploitées de manière optimale. | 2.2 Ressources naturelles restaurées et gérées de manière intégrée et durable              | 3.2 Accès à des services de santé de qualité accru            | 4.2 Gouvernance économique renforcée et durable     |
| 1.3 Conditions du développement du secteur privé créées                          | 2.3 Revenus des ménages accrues de manière durable   | 3.3 Accès des pauvres à l'eau potable accru                   | 4.3 Gouvernance locale effective et renforcée       |
| 1.4 Infrastructures économiques développées                                      | 2.4 Productions minières accrues et diversifiées.  | 3.4 Cadre de vie des populations urbaines et rurales amélioré | 4.4 Capacités institutionnelles renforcées          |
|  | 2.5 Revenus générés par les secteurs du tourisme, de l'artisanat et des transports accrues |   | 4.5 Gouvernance Administrative renforcée et durable |
|  | 2.6 Emplois productifs accrues   |   |   |

## Assurer les conditions d'une croissance économique accélérée et durable

|   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <p><b>1.1 Cadre macroéconomique stabilisé</b></p>                             | <p><b>1.2 Opportunités offertes par la régionalisation exploitées de manière optimale.</b></p>  | <p><b>1.3 Conditions du développement du secteur privé créées</b></p>  | <p><b>1.4 Infrastructures économiques développées</b></p>  |
| <p>1.1.1 Assainissement des finances publiques</p>                            | <p>1.2.1 Promotion et développement de l'exportation des produits pour lesquels le Niger possède un avantage comparatif dans la sous-région</p> | <p>1.3.1 Création d'un environnement institutionnel et juridique incitatif à la promotion du secteur privé</p>                                   | <p>1.4.1 Extension, réhabilitation et entretien du réseau routier (rural et urbain)</p>                          |
| <p>1.1.2 Amélioration de l'efficacité de la dépense publique</p>              | <p>1.2.2 Amélioration de la visibilité du Niger</p>   | <p>1.3.2 Appui à la création et au développement des entreprises privées (accès aux sources de financement, aux marchés, appuis conseils...)</p> | <p>1.4.2 Désenclavement des zones de production et de forte densité humaine</p>                                  |
| <p>1.1.3 Accroissement des recettes fiscales</p>                              | <p>1.2.3 Promotion des instruments et mécanismes de l'intégration régionale auprès du secteur privé et de la société civile</p>                 | <p>1.3.3 Renforcement des capacités managériales et technologiques</p>   | <p>1.4.3 Développement des potentialités énergétiques en particulier les énergies nouvelles et renouvelables</p> |
| <p>1.1.4 Rationalisation de la gestion de la dette publique</p>               |   | <p>1.3.4 Création des conditions de participation du secteur bancaire et financier au développement du secteur privé</p>                         | <p>1.4.4 Augmentation de l'accès à l'électricité</p>   |
| <p>1.1.5 Amélioration de la programmation et de la préparation budgétaire</p> |   | <p>1.3.5 Accélération du processus de privatisation des entreprises publiques</p>  | <p>1.4.5 Amélioration de la qualité des services de télécommunication</p>  |
| <p>1.1.6 Renforcement de la gestion des ressources humaines</p>               |   |  | <p>1.4.6 Amélioration de l'accessibilité des services de télécommunication</p>                                   |
| <p>1.1.7 Amélioration de l'exécution budgétaire</p>                           |   |  |  |

## Accroître la contribution des secteurs productifs à la croissance économique et à la sécurité alimentaire

|   |  |   |   |   |  |
|---|--|---|---|---|--|
| <p>2.1 Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques accrues</p>  | <p>2.2 Ressources naturelles restaurées et gérées de manière intégrée et durable</p>           | <p>2.3 Revenus des ménages accrus de manière durable</p>  | <p>2.4 Productions minières accrues et diversifiées.</p>  | <p>2.5 Revenus générés par les secteurs du tourisme, de l'artisanat et des transports accrus</p>                      | <p>2.6 Emplois productifs accrus</p>   |
| <p>2.1.1 Intensification et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques</p>   | <p>2.2.1 Réhabilitation des terres dégradées</p>   | <p>2.3.1 Développement des systèmes financiers décentralisés viables</p>  | <p>2.4.1 Maintien et rationalisation des unités de productions minières actuelles</p>               | <p>2.5.1 Développement et promotion de l'exploration pétrolière</p>   | <p>2.6.1 Elaboration et mise en œuvre d'une politique nationale dynamique d'emploi</p> |
| <p>2.1.2 Développement et promotion des cultures irriguées</p>  | <p>2.2.2 Etablissement de plans d'aménagement et de gestion des ressources naturelles</p>      | <p>2.3.2 Valorisation des produits et sous produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (conservation, transformation, commercialisation, information)</p> | <p>2.4.2 Développement et renforcement de la recherche minière</p>                                  | <p>2.5.2 Promotion des potentialités touristiques du Niger sur le marché grand public (national et international)</p> |  |
| <p>2.1.3 Renforcement des capacités de la recherche et de transfert des technologies éprouvées</p>  | <p>2.2.3 Mise en valeur des ressources naturelles</p>  | <p>2.3.3 Amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production</p>  | <p>2.4.3 Exploitation de nouveaux gisements miniers</p>   | <p>2.5.3 Valorisation des potentialités de l'artisanat</p>  |  |
| <p>2.1.4 Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des producteurs</p>  | <p>2.2.4 Sécurisation de la mise en valeur des terres agricoles, pastorales et forestières</p> |   | <p>2.4.4 Développement et promotion des sources d'énergie de substitution, notamment le charbon</p> | <p>2.5.4 Amélioration de la performance du secteur des transports (y compris la sécurité routière)</p>                |  |
| <p>2.1.5 Décentralisation et renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires au niveau national et régional</p> | <p>2.2.5 Mise en place d'un système d'information sur les ressources naturelles</p>            |   |   |   |  |

## Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base de qualité.

|  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| <p><b>3.1</b> Accès à une éducation de base de qualité accru</p>             | <p><b>3.2</b> Accès à des services de santé de qualité accru</p>   | <p><b>3.3</b> Accès des pauvres à l'eau potable accru</p>   | <p><b>3.4</b> Cadre de vie des populations urbaines et rurales amélioré</p>   |
| <p>3.1.1 Amélioration de l'offre et de la demande éducatives</p>             | <p>3.2.1 Amélioration de l'offre et de la demande des services de santé de qualité y compris la santé de la reproduction</p> | <p>3.3.1 Amélioration de la connaissance des ressources en eau</p>  | <p>3.4.1 Amélioration de l'armature urbaine</p>   |
| <p>3.1.2 Amélioration des performances des apprenants à tous les niveaux</p> | <p>3.2.2 Augmentation de l'accès aux soins de santé essentiels de manière équitable</p>                                      | <p>3.3.2 Promotion de l'hydraulique villageoise et pastorale</p>  | <p>3.4.2 Amélioration des conditions de vie en milieu urbain</p>  |
| <p>3.1.3 Renforcement du partenariat entre tous les acteurs de l'école</p>   | <p>3.2.3 Renforcement de la lutte contre les endémies notamment les IST/VIH/SIDA et le Paludisme</p>                         | <p>3.3.3 Amélioration de l'accessibilité en eau potable et de la qualité de la desserte des zones péri-urbaines</p> | <p>3.4.3 Promotion d'un habitat approprié en milieu urbain et rural (politiques, cadre institutionnel, logements sociaux, banque de l'habitat...)</p> |
|  | <p>3.2.4 Renforcement du partenariat avec les populations et les autres acteurs de la santé</p>                              | <p>3.3.4 Renforcement du cadre juridique et institutionnel pour la gestion de l'eau</p>                             | <p>3.4.4 Mise en œuvre de schémas directeurs d'assainissement et d'élimination de déchets en zones urbaines</p>                                       |

## Assurer une gestion rationnelle et durable du développement

|  |   |  |  |   |
|--|---|--|--|---|
| <p><b>4.1</b> Gouvernance politique renforcée et durable</p>   | <p><b>4.2</b> Gouvernance économique renforcée et durable</p>   | <p><b>4.3</b> Gouvernance locale effective et renforcée</p>  | <p><b>4.4</b> Capacités institutionnelles renforcées</p>   | <p><b>4.5</b> Gouvernance Administrative renforcée et durable</p>   |
| <p>4.1.1 Edification et consolidation de l'Etat de droit</p>   | <p>4.2.1 Création et opérationnalisation de mécanismes de suivi et de contrôle systématique de la gestion des deniers publics</p> | <p>4.3.1 Finalisation du processus de la décentralisation</p>                                      | <p>4.4.1 Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Commission Nationale du Dialogue Social (CNDS)</p>      | <p>4.5.1 Modernisation de l'Administration Publique</p>   |
| <p>4.1.2 Promotion et consolidation de la paix civile</p>      | <p>4.2.2 Réduction de la fraude et de la corruption</p>   | <p>4.3.2 Promotion de la coopération décentralisée et renforcement du partenariat à la base</p>    | <p>4.4.2 Renforcement des capacités opérationnelles de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales</p> | <p>4.5.2 Renforcement des Capacités des agents de l'Etat</p>  |
| <p>4.1.3 Modernisation de l'appareil judiciaire</p>            | <p>4.2.3 Amélioration du système de passation des marchés publics</p>   | <p>4.3.3 Amélioration des capacités (techniques, humaines, financières et matérielles) locales</p> | <p>4.4.3 Renforcement des capacités de la société civile</p>   | <p>4.5.3 Renforcement de la communication gouvernementale</p>   |
| <p>4.1.4 Renforcement du caractère républicain de l'Armée</p>  |   | <p>4.3.4 Promotion de la démocratie à la base</p>  | <p>4.4.4 Renforcement des capacités de l'Etat dans la gestion et le contrôle des finances publiques</p>                                | <p>4.5.4 Renforcement des capacités opérationnelles du dispositif de suivi et évaluation de la pauvreté</p> |
| <p>4.1.5 Promotion de la culture démocratique et citoyenne</p> |   | <p>4.3.5 Promotion d'un développement équilibré des régions</p>                                    |  |   |
|  |   | <p>4.3.6 Mise en place d'un système de suivi et évaluation du fonctionnement des collectivités</p> |  |   |

## CADRE LOGIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SRP

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS  | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES  | SOURCES DE VERIFICATION  | HYPOTHESES IMPORTANTES |
|---|--|--|------------------------|
| <b>OG</b><br>Améliorer le niveau et les conditions de vie des populations pauvres | % des personnes pauvres passe de 63% en 1994 à 59% en 2005, 55% en 2010 et 50% en 2015<br>% des personnes extrêmement pauvres passé de 34% en 1994 à 30% en 2005, 26% en 2010 et 21% en 2015<br>Indice de Développement Humain (IDH)<br>Indice Sexo-spécifique de Développement Humain<br>Indice de Pauvreté Humaine<br>Indice de la Participation de la Femme<br>Indice de pauvreté en milieu rural passe de 0,66 en 2000 à 0,62 en 2005 ; 0,58 en 2010 et 0,52 en 2015 | Enquêtes Nationales Budget - Consommation<br>Idem<br>RNDH et RMDH<br>Idem<br>Idem<br>Idem<br>Enquêtes Nationales Budget - Consommation |                        |

**OBJECTIFS INTERMEDIAIRES**

|   |  |  |   |
|---|--|--|---|
| <b>1</b><br>Assurer les conditions d'une croissance économique accélérée et durable                                   | Taux de croissance du PIB réel passe de -1% en 2000 à 4,3% en 2005<br>Taux de croissance réel par tête passe de 0,3 en 2003 à 1% en 2005<br>Taux d'investissement passe de 10,8% en 2000 à 15% en 2005<br>Taux d'investissement public passe de 5% en 2003 à 7% en 2005<br>Taux d'investissement privé passe de 5,8% à 8% sur la même période<br>Ratio Consommation sur PIB passe de 94% en 2000 à 87% en 2005<br><b>Taux d'épargne passe de 4,8% en 2000 à</b>  | Comptes Economiques de la Nation<br>Comptes Economiques de la Nation<br>Idem<br>Idem   | Aieas climatiques<br>Stabilité Institutionnelle |
| <b>2</b><br>Accroître la contribution des secteurs productifs à la croissance économique et à la sécurité alimentaire | Contribution du secteur rural à la croissance du PIB passe de 1,2% en 2001 à au moins 2% entre 2003 et 2005<br>Croissance du PIB agricole passe de x% en 2001 à y% en 2005<br>Contribution du secteur minier à la croissance du PIB passe de x% en 2001 à au moins y%<br>Contribution du secteur touristique et l'artisanat à la croissance du PIB passe de X% à Y%<br>Taux de couverture des besoins céréaliers (disponibilité céréalière par rapport aux transports à la croissance du PIB passe de X% | Comptes Economiques de la Nation<br>Idem<br>Rapports d'activités DEP<br>Rapports d'activités DEP<br>Rapports d'activités DEP |   |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS  | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   | SOURCES DE VERIFICATION   | HYPOTHESES IMPORTANTES |
|---|---|---|------------------------|
| <p>3</p> <p>Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base de qualité.</p> | <p>Taux brut de scolarisation de 41,7% en 2002 à 57% en 2005; 85% en 2012</p> <p>Taux brut de scolarisation des filles passe de 33,3% en 2002 à 81% en 2012</p> <p>Taux brut de scolarisation en zones rurales passe de 38,1% en 2002 à 83% en 2012</p> <p>Taux d'alphabétisation passe de 19,9% en 2002 à 38% en 2012</p> <p>Taux d'alphabétisation des femmes passe de 10,5% en 2000 à</p> <p>Le taux de prévalence VIH/SIDA stabilisé à 0,8% à partir de 2002</p> <p>Espérance de vie passe de 48 ans en 2000 à 50 ans en 2005; 55 ans en 2010 et 60 ans en 2015</p> <p>Le taux de mortalité infantile passe de 123‰ en 2000 à 94,5‰ en 2005 et 53,1‰ en 2015</p> <p>Le taux de mortalité infanto-juvénile passe de 274‰ en 2000 à 180‰ en 2005 et 100‰ en 2015</p> <p>Le taux de mortalité maternelle passe de 700 pour 100000 à 500 pour 100000 en 2005 à 300 pour 100000 en 2015</p> <p>Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable passe de 52% en 2000 à 61% en 2005; 70% en 2010 et 100% en 2015</p> <p>Taux de couverture d'assainissement de 5% en 2000 à 30% en 2015</p> | <p>Annuaire Statistiques de l'Education</p> <p>Idem</p> <p>Idem</p> <p>MICS, EDSN, RGP/H, ENBC</p> <p>MICS, EDSN, RGP/H, ENBC</p> <p>Rapports du Programme SIDA</p> <p>RGP/H et EDSN</p> <p>RGP/H; EDSN et MICS</p> <p>RGP/H; EDSN et MICS</p> <p>RGP/H; EDSN et MICS</p> <p>SIGNERMHE/LCD</p> <p>DU/H/MU/H</p> |                        |
| <p>4</p> <p>Assurer une gestion rationnelle et durable du développement</p>           |   |   |                        |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS  | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   | SOURCES DE VERIFICATION   | HYPOTHESES IMPORTANTES              |
|---|---|---|-------------------------------------|
| <b>1.1</b> Cadre macroéconomique stabilisé  | Taux d'inflation ne dépasse pas 3% en moyenne annuelle entre 2000 et 2005<br>Solde budgétaire hors dons et IPPTE en % du PIB passe de -2,9% en 2000 à -1,2% en 2005<br>Ratio du service de la dette en % du PIB passe de 4% en 2000 à 1% en 2005<br>Solde du compte courant en % du PIB passe de -8,5% en 2003 à -6,5% en 2005  | Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (DSCN)<br>Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)<br>Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)<br>Balance des paiements | Termes de l'échange favorables      |
| <b>1.2</b> Opportunités offertes par la régionalisation exploitées de manière optimale. | Ratio Exportations vers les zones CEDEAO et UEMOA sur Exportations totales<br>Investissements communautaires réalisés au Niger par rapports aux investissements totaux communautaires   | Bulletins du Commerce Extérieur<br>Rapports de la direction en charge de l'intégration régionale  |                                     |
| <b>1.3</b> Conditions du développement du secteur privé créées                          | Taux de croissance de l'investissement privé  | Comptes Economiques de la Nation  |                                     |
| <b>1.4</b> Infrastructures économiques développées                                      | Taux de couverture<br>Taux d'accès  | Chambre de commerce<br>Entreprises Privatisées. Ministères techniques   | Bon choix du partenaire stratégique |
| <b>2.1</b> Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques accrues                    | Taux d'accroissement de superficies et rendements agricoles passe de X en 2001 à Y en 2015<br>Taux d'accroissement des superficies irriguées de X en 2001 à Y en 2015<br>Production laitière passe de X en 2001 à Y en 2015<br>Production du bétail sur pied passe de X en 2001 à Y en 2015<br>Production de la viande passe de X en 2001 à Y en 2015<br>Production nationale en gomme arabique passe de 4000 tonnes en 2001 à Y en 2015<br>Production halieutique passe de X en 2001 à Y en 2015<br>Superficies reboisées passent de X en 2001 à Y en 2015 |   |                                     |

|     |   |   |  |
|-----|---|---|--|
| 2.2 | Ressources naturelles restaurées et gérées de manière intégrée et durable             | Superficies aménagées en maîtrise totale de l'eau passent de X en 2001 à Y en 2015                        |  |
| 2.3 | Revenus des ménages accrus de manière durable   | Taux des aires protégées passe de X en 2001 à Y en 2015   | IMF  |
| 2.4 | Productions minières accrues et diversifiées.   | Taux de pénétration des crédits passe de X en 2001 à Y en 2015  | IMF  |
| 2.5 | Revenus générés par les secteurs du tourisme, de l'artisanat et des transports accrus | PIB réel par tête d'habitant passe de X en 2001 à Y en 2015   | IMF  |
| 2.6 | Emplois productifs accrus   | Redevances aéronautiques passent de X en 2001 à Y en 2015   | IMF  |
|     |   | Taxes fiscales dans le domaine de transport terrestre passe de X en 2001 à Y en 2015                      | IMF  |
|     |   | Chiffres d'affaires générés par les secteurs du tourisme et de l'artisanat passe de X en 2001 à Y en 2015 | IMF  |
|     |   | Nombre d'emplois productifs passe de X à Y  | IMF  |
|     |   |   | Statistiques nationales et internationales |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS  | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   | SOURCES DE VERIFICATION   | HYPOTHESES IMPORTANTES |
|---|---|---|------------------------|
| <p><b>3.1</b> Accès à une éducation de base de qualité accru</p>            | <p>Taux brut d'admission en première année du primaire passe de 49,7% en 2002 à 100% en 2012<br/>           Proportion des filles scolarisées au primaire passe de 39,8% en 2002 à 47% en 2012<br/>           Taux de survie au cycle base   passe de 57% en 2002 à 90% en 2012<br/>           Taux de survie des filles au cycle base   passe de 56,8% en 2001 à 80% en 2012<br/>           Proportion des collèges ruraux dans l'effectif total des collèges 19% en 2001, 25% en 2005 et 49% en 2015<br/>           Proportion des effectifs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans les effectifs du secondaire 8% en 2001, 20% en 2005 et 50% en 2015</p> | <p>DEP/MEBA<br/>           DEP/MEBA<br/>           DEP/MEBA<br/>           DEP/MEBA<br/>           MESS/R/T/DEP<br/>           MESS/R/T/DEP</p> |                        |
| <p><b>3.2</b> Accès à des services de santé de qualité accru</p>            | <p>La couverture sanitaire passe de 47,6% en 2000 à 60% en 2005 et 80% en 2015<br/>           Taux de malnutrition sur les enfants de moins de 5 ans passe de 39,6% en 2000 à 20% en 2015</p>   | <p>Rapports DSCEMSP<br/>           MICS, EDSN, ENBC</p>   |                        |
| <p><b>3.3</b> Accès des pauvres à l'eau potable accru</p>                   | <p>Proportion des pauvres ayant accès à l'eau potable passe de X% en 2001 à Y% en 2015</p>  | <p>SIGNERMHE/LCD</p>  |                        |
| <p><b>3.4</b> Cadre de vie des populations urbaines et rurales amélioré</p> | <p>Taux de couverture en assainissement de X% en 2001 à Y% en 2015<br/>           Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement passe de X% à Y% en 2015<br/>           Proportion de ménages disposant d'un logement passe de X% en 2001 à Y% en 2015</p>  | <p>SIGNERMHE/LCD<br/>           DU/H/MU/H<br/>           RGP/MFE, DU/H/MU/H</p>   |                        |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES           | SOURCES DE VERIFICATION   | HYPOTHESES IMPORTANTES |
|--------------------------|---|---|------------------------|
| 4.1                      | Gouvernance politique renforcée et durable      | Loi des Finances et loi de règlement                                    | Stabilité Politique    |
| 4.2                      | Gouvernance économique renforcée et durable     | Loi des Finances et loi de règlement                                    |                        |
| 4.3                      | Gouvernance locale effective et renforcée       | Rapports Annuels de la Chambre des Comptes.<br>Ministère de l'Intérieur |                        |
| 4.4                      | Capacités institutionnelles renforcées          | Ministère de l'Intérieur, Chambre Administrative                        |                        |
| 4.5                      | Gouvernance Administrative renforcée et durable | Enquêtes sur les Grands Indicateurs de base du Bien-être                |                        |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS |  | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES                          |  | SOURCES DE VERIFICATION    |  | HYPOTHESES IMPORTANTES |  |
|--------------------------|--|--|--|----------------------------|--|------------------------|--|
| LIGNES D'INTERVENTION    |  |  |  |                            |  |                        |  |
| 1.1.1                    | Assainissement des finances publiques  | Reduction des arrieres<br>Non accumulation des arrieres        |  | MFE<br>MFE                 |  |                        |  |
|                          |  | Ratio dépenses/courantes/ dépenses en capital                  |  | MFE                        |  |                        |  |
|                          |  | Resultats obtenus/ressources allouées                          |  | MFE, Ministères techniques |  |                        |  |
| 1.1.2                    | Amélioration de l'efficacité de la dépense publique  | coût-efficacité  |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | taux de pression fiscale passe de 10% à 12,5%                  |  | MFE                        |  |                        |  |
|                          |  | taux de recouvrement   |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | Element don des prêts supérieur à 50%                          |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | personnel formé  |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | logiciel de gestion de la dette installé et maîtrisé           |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | maîtrise processus élaboration Ldf                             |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | élaboration CDMT   |  | MFE, Ministères techniques |  |                        |  |
| 1.1.5                    | Amélioration de la programmation et de la préparation budgétaire   | élaboration budget-programme                                   |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | application nouvelle nomenclature budgétaire                   |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | application nouveau plan comptable de l'Etat                   |  | Idem                       |  |                        |  |
| 1.1.6                    | Renforcement de la gestion des ressources humaines   | Nombre de cadres formés et recyclés                            |  | MFE                        |  |                        |  |
| 1.1.7                    | Amélioration de l'exécution budgétaire   | Taux de consommation de crédit                                 |  | Idem                       |  |                        |  |
|                          |  | adoption LdR   |  | Idem                       |  |                        |  |
| 1.2.1                    | Promotion et développement de l'exportation des produits pour lesquels le Niger possède un avantage comparatif dans la sous-région | taux de croissance des exportations de produits agro-pastoraux |  | Ministères techniques      |  |                        |  |
|                          |  | accroissement de la VA dans les exportations                   |  |                            |  |                        |  |

|       |   |  |
|-------|---|--|
| 1.2.2 | Amélioration de la visibilité du Niger  | salons, foires, marketing, siège futures institutions  |
| 1.2.3 | Promotion des instruments et mécanismes de l'intégration régionale auprès du secteur privé et de la société civile                  | IEC  |
| 1.3.1 | Création d'un environnement institutionnel et juridique incitatif à la promotion du secteur privé                                   | guichet unique<br>code des investissements<br>code du commerce<br>système judiciaire   |
| 1.3.2 | Appui à la création et au développement des entreprises privées (accès aux sources de financement, aux marchés, appuis conseils...) | IEC  |
| 1.3.3 | Renforcement des capacités managériales et technologiques   | Nombre d'opérateurs formés<br>taux d'équipement (P.C., communication...)   |
| 1.3.4 | Création des conditions de participation du secteur bancaire et financier au développement du secteur privé                         | Desendettement de l'Etat vis à vis du système bancaire<br>Systèmes financiers décentralisés  |
| 1.3.5 | Accélération du processus de privatisation des entreprises publiques  | Restructuration du système bancaire et financier<br>Poursuivre le processus de privatisation<br>Mise en place Agence de Régulation Multi-sectorielle |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   | SOURCES DE VERIFICATION  | HYPOTHESES IMPORTANTES  |
|--------------------------|---|--|---|
| 1.4.1                    | Extension, réhabilitation et entretien du réseau routier (rural et urbain)                          | Linéaire de route bitumée passe de 3800 Km en 2001 à 4000 Km en 2005, 4500 Km en 2010 et à 5000 Km en 2015, nombre de Km de routes entretenu   | Rapports d'activité du Ministère chargé des infrastructures routières |
| 1.4.2                    | Désenclavement des zones de production et de forte densité humaine                                  | 2000 Km linéaire de routes rurales construites entre 2001 et 2005, 1000 Km entre 2005 et 2010 et 1000 Km entre 2010 et 2015  | Rapports d'activité du Ministère chargé des infrastructures routières |
| 1.4.3                    | Développement des potentialités énergétiques en particulier les énergies nouvelles et renouvelables | Nombre de kwc passe de 454 en 2001 à y en 2005   | Rapports d'activité du Ministère chargé des Mines et énergies         |
| 1.4.4                    | Augmentation de l'accès à l'électricité   | nombre de villages électrifiés, nombre d'abonnés passe de x à y  | Rapports d'activité du Ministère chargé des Mines et énergies         |
| 1.4.5                    | Amélioration de la qualité des services de télécommunication  | Numerisation du réseau télécom   | Rapport du Ministère chargé des télécommunications                    |
| 1.4.6                    | Amélioration de l'accessibilité des services de télécommunication                                   | Nombre de télécentres polyvalents créés<br>La télédensité passe de 0,18 lignes pour 100 habitants en 2002 à 0,7 lignes en 2004<br>Nombre d'abonnés passe de x à y  | Rapport du Ministère chargé des télécommunications                    |
| 2.1.1                    | Intensification et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques            | <del>Accès à internet élargi aux régions</del><br>développement rural égales à 32,4% au moins des dépenses publiques d'équipements sur la période 2003 - 2005<br>Poids carcasse bovin passe de 120 kg en 2001 à 133 kg en 2015   | Tableau de classification des dépenses budgétaires de l'Etat          |
| 2.1.2                    | Développement et promotion des cultures irriguées   | Production laitière passe de 330 en 2001 à 380 litres par vache et par lactation en 2015<br>Taux de consommation d'intrants agricoles passe de X à Y   | DEPA<br>DCV   |
| 2.1.3                    | Renforcement des capacités de la recherche et de transfert des technologies éprouvées               | La production des cultures irriguées passe de X à Y du pourcentage de la production totale<br>Nombre d'irrigants professionnels passe de X à Y<br>Superficie des cultures irriguées passe de 70000 ha en 2002 à 200 000 ha en 2015<br>Taux d'utilisation de technologie nouvelle passe de X à Y<br>Dépenses publiques d'investissement dans le domaine de la recherche passe de X à Y<br>Nombre de stations de recherche créées passe de X à Y<br>Nombre d'organisations professionnelles dynamisées et opérationnelles passe de X à Y | ONAHA DEARA   |
| 2.1.4                    | Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des producteurs                         |  | Rapports INRAN  |

|  |   |                                   |
|--|---|-----------------------------------|
| <p><b>2.1.5</b> Décentralisation et renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires au niveau national et régional</p> | <p>Nombre de cadres de concertations par groupe de filières mis en place et opérationnels passe de X à Y<br/>         Nombre de producteurs formés aux technologies nouvelles passe de X à Y<br/>         Nombre de banques céréalières et de boutiques d'intrants passe de X à Y</p>   | <p>SAP/CCA</p>                    |
| <p><b>2.2.1</b> Réhabilitation des terres dégradées</p>  | <p>Coûts de financement des micro_ projets passent de X à Y<br/>         nombre de plans de prévention et de gestion des crises alimentaires passe de X à Y<br/>         Superficie récupérées des terres dégradées passe de X à Y</p>  |                                   |
| <p><b>2.2.2</b> Etablissement de plans d'aménagement et de gestion des ressources naturelles</p>   | <p>Nombre de plan d'aménagement et de gestion de ressources naturelles passe de X à Y</p>   |                                   |
| <p><b>2.2.3</b> Mise en valeur des ressources naturelles</p>   | <p>Proportion des ressources naturelles mises en valeur passe X à Y</p>   |                                   |
| <p><b>2.2.4</b> Sécurisation de la mise en valeur des terres agricoles, pastorales et forestières</p>  | <p>Textes complémentaires au principe d'orientation du code rural élaboré et adopté<br/>         Nombre de COFO de base opérationnelles passe de 1000 en 2002 à Y en 2015<br/>         COFO d'arrondissement mise en passe d'ici 2005<br/>         Nombre de schémas d'aménagements fonciers élaborés<br/>         Les unités d'information sont renforcées et mise en réseau</p> | <p>SP/ Code rural, DE, DP/VPF</p> |
| <p><b>2.2.5</b> Mise en place d'un système d'information sur les ressources naturelles</p>   |   |                                   |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS |  | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   |                             | SOURCES DE VERIFICATION |  | HYPOTHESES IMPORTANTES |  |
|--------------------------|--|---|-----------------------------|-------------------------|--|------------------------|--|
| 2.3.1                    | Développement des systèmes financiers décentralisés viables  | Volume de crédit mis en place passe de X à Y  | ME/F MDA                    |                         |  |                        |  |
| 2.3.2                    | Valorisation des produits et sous-produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (conservation, transformation, commercialisation, information) | Taux de remboursement passe de X à Y  | MPSP et MTTA                |                         |  |                        |  |
| 2.3.3                    | Amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production  | Nombre d'unités agro-industrielles passe de X à Y   | MJ/JP et MDS/PP/PE          |                         |  |                        |  |
| 2.4.1                    | Maintien et rationalisation des unités de productions minières actuelles   | Pourcentage des femmes et des jeunes chefs d'exploitation passe de X à Y<br>Les unités de production de l'uranium restent en activité en 2015   | COMINAK SOMAIR              |                         |  |                        |  |
| 2.4.2                    | Développement et renforcement de la recherche minière  | La baisse des charges de production d'uranium passe de X à Y<br>Nombre de projets de recherche passe de 3 en 2002 à 15 en 2010  | MME                         |                         |  |                        |  |
| 2.4.3                    | Exploitation de nouveaux gisements miniers   | Les investissements de recherche minière passe de 3,6 milliards en 2002, à 5 milliards en 2005 et 20 milliards en 2010<br>Nombre d'unités d'exploitation industrielle ou semi-industrielle passe de 3 en 2002 à 6 en 2010 | MME                         |                         |  |                        |  |
| 2.4.4                    | Développement et promotion des sources d'énergie de substitution, notamment le charbon   | Tonnes de bois substituées  | DH/MME                      |                         |  |                        |  |
| 2.5.1                    | Développement et promotion de l'exploration pétrolière   | Quantité de charbon minéral vulgarisé passe de X à Y<br>Quantité de gaz et pétrole vulgarisé passe de X à Y<br>Nombre de forages réalisés   | Direction des Hydrocarbures |                         |  |                        |  |
| 2.5.2                    | Promotion des potentialités touristiques du Niger sur le marché grand public (national et international)                                       | Nombre de sites et d'infrastructures aménagés et exploités passe de X à Y<br>Opérateurs spécialisés des agences de voyage passent de X à Y<br>Nombre de touristes passe de X à Y  |                             |                         |  |                        |  |
| 2.5.3                    | Valorisation des potentialités de l'artisanat  | Nombre de centres d'information sur les potentialités touristiques passe de X à Y<br>Nombre d'événements passe de X à Y<br>Niveau de diversification des produits artisanaux et de conquête de nouveaux marchés           |                             |                         |  |                        |  |
| 2.5.4                    | Amélioration de la performance du secteur des transports (y compris la sécurité routière)  | Nombre d'unités de production de produits artisanaux passe de X à Y<br>Taux de desserte aérienne passe de X à Y<br>Nombre de nouvelles compagnies de transport créé   |                             |                         |  |                        |  |
| 2.6.1                    | Elaboration et mise en œuvre d'une politique nationale dynamique d'emploi  | coût de transport passe de X à Y<br>Nombre d'accidents passe de X à Y<br>Taux de réduction du chômage passe de X à Y<br>Taux de réduction du sous-emploi passe de X à Y   | MFP/PT<br>BIT               |                         |  |                        |  |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS |   | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   | SOURCES DE VERIFICATION   | HYPOTHESES IMPORTANTES |
|--------------------------|---|---|---|------------------------|
| 3.1.1                    | Amélioration de l'offre et de la demande éducatives   | Dépenses publiques dans le secteur égales à 14,1% au moins des dépenses publiques d'équipement sur la période 2005 - 2005   | MEBA/DEP  |                        |
| 3.1.2                    | Amélioration des performances des apprenants à tous les niveaux   | Taux d'achevement de 25,6% en 2002 à 40% en 2005 et 100% en 2015<br>Ratio livrer/élève passe de 1 livre pour 3 élèves en 2002 à 1 livre pour 1 élève en 2006 en maths et Français<br>Durée de formation professionnelle reçue par chaque enseignant à augmenter de 3 jours en 2002 à 11 jours en 2006<br>Nombre d'élèves par table banc passe de X en 2002 à 2 en 2012  | MEBA/DEP<br>MEBA/DAP  |                        |
| 3.1.3                    | Renforcement du partenariat entre tous les acteurs de l'école   | Ratio élèves/maîtres passe de X en 2002 à Y en 2012<br>Proportion des ONG et associations intervenant dans le domaine de l'éducation impliquées dans la mise en œuvre du plan décennal de développement de l'éducation<br>Proportion des fonds mobilisés par les ONG et Associations intervenant dans le domaine de l'éducation par rapport aux dépenses d'investissement dans le secteur<br>Proportion de la contribution des communautés bénéficiaires au financement des investissements du secteur éducatif<br>Proportion des écoles dotées de Comités de Gestion des établissements scolaires (COGES) passe de X% en 2002 à 100% en 2006 | MEBA/DEP<br>MEBA/DEP<br>MEBA/DEP<br>MEBA/DEP<br>MEBA/DEP<br>MEBA/DEP          |                        |
| 3.2.1                    | Amélioration de l'offre et de la demande des services de santé de qualité y compris la santé de la reproduction | La couverture vaccinale passe de 18,4% en 2000 à 36,8% en 2005 et 82,8% en 2015<br>Dépenses publiques dans le secteur de la santé égales à 17,2% au moins des dépenses publiques d'équipements sur la période 2003 - 2005   | SNIS/Enquêtes<br>Tableau de classification des dépenses budgétaires de l'Etat |                        |
| 3.2.2                    | Augmentation de l'accès aux soins de santé essentiels de manière équitable                                      | Taux de prévalence des contraceptives modernes de X% en 2002 à Y% en 2015<br>Taux d'utilisation des services de santé de base passe de 18% en 2000 à 30% en 2007  | SNIS/Enquêtes<br>SNIS   |                        |
| 3.2.3                    | Renforcement de la lutte contre les endémies notamment les IST/VIH/SIDA et le Paludisme                         | Taux de rupture des médicaments essentiels génériques (MEG), des dispositifs médicaux et réactifs passe de 10% en 2001 à 0% en 2007<br>Le taux de séro-prévalence VIH/SIDA en milieu rural passe de X% en 2002 en Y% en 2015<br>Le taux de séro-prévalence VIH/SIDA en milieu urbain passe de X% en 2002 en Y% en 2015  | SNIS<br>SNIS<br>SNIS  |                        |

|  |   |  |
|--|---|--|
| <p><b>3.2.4</b> Renforcement du partenariat avec les populations et les autres acteurs de la santé</p> | <p>Le taux de prévalence due au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans passe de 30% en 2000 à 20% en 2007</p> | <p>SNIS</p> <p>Proportion des ONG et associations intervenant dans le domaine de la santé impliquées dans la mise en œuvre du plan de développement sanitaire</p> <p>SNIS</p> <p>Proportion des fonds mobilisés par les ONG et Associations intervenant dans le domaine de la santé par rapport aux dépenses d'investissement dans le secteur</p> <p>SNIS</p> <p>Proportion de la contribution des communautés bénéficiaires au financement des investissements du secteur</p> |
|--|---|--|

|       |  |  |  |
|-------|--|--|--|
| 3.3.1 | Amélioration de la connaissance des ressources en eau  | Base de données sur les ressources en eau actualisée (30 milliards de mètres cubes d'eaux de surface et 2,5 milliards d'eaux souterraines et eaux fossiles non renouvelables 2 000 milliards de mètres cubes estimation faite en 1960)     | SIGNER/MH/E  |
| 3.3.2 | Promotion de l'hydraulique villageoise et pastorale  | Nombre de puits villageois et pastoraux passe de X en 2000 à Y en 2015   | SIGNER/MH/E  |
| 3.3.3 | Amélioration de l'accessibilité en eau potable et de la qualité de la desserte des zones péri-urbaines                                   | Taux de réalisation de mini AEP passe de 35,5% en 2000 à 52% en 2005 et 96% en 2015  | SIGNER/MH/E  |
| 3.3.4 | Renforcement du cadre juridique et institutionnel pour la gestion de l'eau   | Comité technique pour l'eau et l'assainissement mis en place   | DEPMH/E  |
| 3.4.1 | Amélioration de l'armature urbaine   | Commission nationale de l'eau et l'assainissement mis en place   | DEPMH/E  |
| 3.4.2 | Amélioration des conditions de vie en milieu urbain  | Pourcentage de la population urbaine passe de 17% en 2001 à Y% en 2015<br>Nombre de centres urbains passe de X en 2001 à Y en 2015   | RGP/HMFE, M/D, ANU/MU/H<br>RGP/HMFE, M/D, ANU/MU/H                           |
| 3.4.3 | Promotion d'un habitat approprié en milieu urbain et rural (politiques, cadre institutionnel, logements sociaux, banque de l'habitat...) | Taux de couverture des besoins en logements viables<br>Taux de couverture des besoins en logements sociaux<br>Taux de satisfaction des demandes en crédits logements<br>Taux de réhabilitation des quartiers sous équipés en milieu urbain | RGP/HMFE, M/D, ANU/MU/H<br>DU/HMU/H, SONUCI, CREDIT DU NIGER<br>CREDIT NIGER |
| 3.4.4 | Mise en œuvre de schémas directeurs d'assainissement et d'élimination de déchets en zones urbaines                                       | Nombre de villes disposant de schéma directeur d'assainissement et d'élimination des déchets   | SCA/DU/HMU/H   |

| HIERARCHIE DES OBJECTIFS | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES   | SOURCES DE VERIFICATION   | HYPOTHESES IMPORTANTES   |
|--------------------------|---|---|--|
| 4.1.1                    | Edification et consolidation de l'Etat de droit   | Nombre de recours à la cour constitutionnelle   |  |
| 4.1.2                    | Promotion et consolidation de la paix civile  | Nombre d'arrets constatant la violation de la constitution  |  |
| 4.1.3                    | Modernisation de l'appareil judiciaire  | Pourcentage d'organes institutionnels mis en place<br>Pourcentage des conflits réglés par rapport aux conflits enregistrés<br>Ratio nombre d'habitants par Juge par Région              | Rapport de CNDH, Commission Foncière, MI/ID, MJDH<br>Ministère de la Justice   |
| 4.1.4                    | Renforcement du caractère républicain de l'Armée  | Nombre d'habitants par juridiction<br>Pourcentage des Prévenus jugés dans les délais<br>Nombre de tentatives de destabilisation des institutions établies                               | Ministère de la Justice<br>Ministère de la Justice   |
| 4.1.5                    | Promotion de la culture démocratique et citoyenne   | Nombre de tentatives d'interpellations à tous les niveaux<br>Nombre de Journaux<br>Nombre de Radio<br>Loi de règlement  | Présidence de la République, Ministère de l'Intérieur, de la Justice, et de la défense Nationale<br>Assemblée Nationale, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Justice,<br>Ministère de l'Intérieur et Ministère de l'Economie et des Finances<br>Ministère de la Communication, CSC<br>Ministère de la Communication, CSC |
| 4.2.1                    | Création et operationalisation de mécanismes de suivi et de contrôle systématique de la gestion des deniers publics | Nombre d'interpellations au niveau de l'Assemblée<br>Nombre de cas de fraude  | Ministère des Finances et de l'Economie  |
| 4.2.2                    | Réduction de la fraude et de la corruption  | Nombre de cas de corruption porté en justice  | Ministère de la Justice  |
| 4.2.3                    | Amélioration du système de passation des marchés publics  | Pourcentage de marchés passés dans des conditions régulières  | Commission Centrale des Marchés  |
| 4.3.1                    | Finalisation du processus de la décentralisation  | Nombre de Conseils mis en place   | Ministère de l'Intérieur   |
| 4.3.2                    | Promotion de la coopération décentralisée et renforcement du partenariat à la base                                  | Nombre de protocoles signés   | Ministère de l'Intérieur, Ministère des Affaires Etrangères  |
| 4.3.3                    | Amélioration des capacités (techniques, humaines, financières et matérielles) locales                               | Nombre de Communes et villes jumelées<br>Taux d'encadrement   | Ministère de l'Intérieur, Ministère des Finances et de l'Economie  |
| 4.3.4                    | Promotion de la démocratie à la base  | Montant des Ressources Financières mobilisées par collectivités<br>Taux d'équipement<br>Nombre de conseillers formés<br>Nombre d'interpellation au niveau des Conseils Locaux           | Ministère de l'Intérieur   |
| 4.3.5                    | Promotion d'un développement équilibré des régions  | Nombre de schémas et plans de développement régionaux élaborés<br>Nombre de schémas et plans de développement régionaux mis en œuvre<br>Proportion budget d'investissement/Budget total | M/F/E, MI  |
| 4.3.6                    | Mise en place d'un système de suivi et évaluation du fonctionnement des collectivités                               |   | MI   |

|       |   |  |  |  |
|-------|---|--|--|--|
| 4.4.1 | Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Commission Nationale du Dialogue Social (CNDS)      | Taux de recouvrement<br>Pourcentage des conflits réglés  | MI   |  |
| 4.4.2 | Renforcement des capacités opérationnelles de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales | Pourcentage de plaintes de cas de violation de droits de l'homme traités   |  |  |
| 4.4.3 | Renforcement des capacités de la société civile   |  |  |  |
| 4.4.4 | Renforcement des capacités de l'Etat dans la gestion et le contrôle des finances publiques                                |  |  |  |
| 4.5.1 | Modernisation de l'Administration Publique  | Productivité des agents de l'Etat<br>Proportion des structures ayant accès aux NTIC<br>Délai de traitement des dossiers. | Rapport d'enquête auprès de l'Administration<br>Rapport d'enquête auprès de l'Administration<br>Rapport d'enquête auprès de l'Administration |  |
| 4.5.2 | Renforcement des Capacités des agents de l'Etat   | Pourcentage d'agents de l'Etat sanctionnés   | Direction de la discipline et du contentieux   |  |
| 4.5.3 | Renforcement de la communication gouvernementale  | Pourcentage d'agents de l'Etat recompensés   | Direction de la discipline et du contentieux   |  |
| 4.5.4 | Renforcement des capacités opérationnelles du dispositif de suivi et évaluation de la pauvreté                            | Degré de transparence dans le traitement des dossiers publics  |  |  |